



Revue de presse



Mardi 12 Avril 2022



Comment passer le cap des hydrocarbures

Première puissance économique de l'Europe du Sud, l'Italie est à même d'apporter beaucoup au développement de pas mal de filières industrielles.

Le président du Conseil des ministres italien, Mario Draghi, est venu consolider un partenariat stratégique entre son pays et l'Algérie. Sa visite, certainement programmé depuis longtemps intervient néanmoins dans un contexte très particulier qui donne au partenariat algéro-italien un surplus d'importance.



BEA et Export : Le coup de gueule d'Ali Bey Nasri

Il est plus que temps de convoquer une rencontre réunissant la Banque extérieure d'Algérie et les autres partenaires concernés pour accompagner les exportateurs algériens, notamment en Afrique. C'est là l'appel pressant d' Ali Bey Nasri, président de l'association des exportateurs algériens (Anexal) qui a également déploré l'absence de système de pilotage de l'export.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[Le gouverneur de la Banque d'Algérie s'entretient avec la présidente du Comité monétaire et financier international](#)

Le gouverneur de la Banque d'Algérie (BA), Rosthom Fadli, a tenu une réunion par visioconférence avec la présidente du Comité monétaire et financier international (CMFI) du FMI, Nadia Calvino, indique lundi un communiqué de BA.



[Relations de travail : Syndicalistes et experts saluent les nouvelles décisions](#)

Des syndicalistes et des experts en économie ont salué, hier, nombre de questions ayant été évoquées, dimanche dernier, en Conseil des ministres. Ces points ont concerné essentiellement l'avant-projet de texte sur les relations de travail et celui relatif à l'action syndicale ; lequel texte sera enrichi davantage, à la faveur de la concertation et du débat avec les professionnels.



[Nouvelle grille indiciaire : Améliorer le pouvoir d'achat](#)

Les décrets présidentiels portant nouvelle grille indiciaire des traitements et le régime de rémunération des fonctionnaires, ainsi que celui fixant les modalités d'attribution de la bonification indiciaire aux titulaires de postes supérieurs dans les institutions et administrations publiques ont été publiés au dernier numéro du Journal officiel.



CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS ALGÉRIENS : VERS UNE LARGE COALITION SYNDICALE

Comme convenu, les membres de la Confédération des syndicats algériens (CSA) se sont réunis, hier, pour débattre les dernières décisions gouvernementales quant à la révision du point indiciaire et la nouvelle grille des salaires. La décision est prise d'entamer une action commune en associant le maximum de syndicats possible. En effet, en réponse aux dernières décisions gouvernementales, les membres de la CSA ont décidé d'aller vers une coalition syndicale qui regrouperait un maximum d'organisations en dehors de la Confédération.

Le but est de lancer une action commune d'envergure dans les prochains jours. C'est du moins ce qu'a expliqué à El Watan le coordinateur de la CSA, Boualem Amoura. «Nous n'avons pas encore déterminé la nature de l'action que nous allons mener ni sa durée. Nous avons déjà commencé à contacter les syndicats des autres secteurs et nous aurons une nouvelle réunion la semaine prochaine pour en discuter.

Une décision va certainement en découler», explique le syndicaliste qui annonce avoir déjà reçu des demandes de certains syndicats comme celui des travailleurs des collectivités locales et celui des inspecteurs du travail. Cette alliance conjoncturelle, assure-t-il, permettra de donner de la force aux actions à mener à l'avenir. La piste d'une grève générale est privilégiée. Pour M. Amoura, **les augmentations «insignifiantes» incluses dans la révision de l'IRG puis du point indiciaire sont une «humiliation» pour les fonctionnaires** : «Dans notre communiqué, nous le disons clairement et officiellement que ces augmentations issues d'une décision unilatérale du gouvernement sont totalement refusées. Nous n'avons pas été consultés comme nous l'avions souhaité. Comme je l'avais déjà dit, ces maigres augmentations ne feront que provoquer la colère des travailleurs.

Nous avons mis en garde le gouvernement sur les conséquences incontrôlables et incontrôlées que vont générer ces augmentations mesquines et insignifiantes, vite absorbées par l'inflation et la cherté de la vie, ajouté à cela toutes les pénuries des produits de large consommation.

Aujourd'hui, il ne nous reste que l'action sur le terrain pour faire entendre notre voix.» **Il est à signaler, pour rappel, que les allègements portés sur l'Impôt sur le revenu global (IRG) n'ont généré que 3000 DA de plus sur les salaires.** La révision du point indiciaire tant attendue n'a rajouté que 2000 DA. Des hausses qui, selon les syndicats, ne vont pas dans le sens de la protection du pouvoir d'achat, encore moins dans la maîtrise de l'inflation ou de l'achat de la paix sociale. Dans ce sens, les membres de la Confédération des syndicats algériens (CSA) demandent une révision à la hausse de la valeur du point indiciaire pour passer de 45 DA à 120 DA.



RETARD DANS LE VERSEMENT DES SALAIRES : Grogne des fonctionnaires dans plusieurs secteurs

Des fonctionnaires perçoivent de plus en plus en retard leurs salaires. Les secteurs de l'éducation, de la santé, des collectivités locales dans certaines wilayas sont concernés par cette situation. Dans la wilaya de Tizi Ouzou, les travailleurs de l'éducation ont observé un sit-in pour réclamer le paiement dans les délais de leurs rémunérations. Dans le secteur de la santé et malgré les instructions de la tutelle pour «faciliter» **la procédure avec une dérogation spéciale du ministère des Finances spécialement pour le mois d'avril**, beaucoup d'établissements n'ont pas pu verser à ce jour les salaires de leurs employés. «Ceci est grave. Même situation pour la prime Covid-19, notamment les 6e , 7e et 8e tranches qui ne sont pas encore versées», s'offusque le Dr Lyes Merabet, président du Syndicat nationale des praticiens de santé publique (SNPSP).

Les syndicalistes dénoncent le retard dans le versement des rappels de traitement, qui peuvent aller de six mois à une année dans certains régions du pays, pour le personnel médical recruté directement sur titre ou par voie de mutation.

D'aucuns expliquent ces retards par le fait que le budget des établissements arrive en retard, généralement entre le mois d'avril et mai, et qu'il est tributaire pour son exécution de plusieurs démarches administratives, notamment réunion du conseil d'administration de l'établissement concerné, le visa de l'autorité administrative de tutelle, wilaya ou ministère, ainsi que celui **de l'administration des finances, à savoir le contrôleur financier**. En plus, il est connu que le versement des salaires pour les fonctionnaires est tributaire aussi des états matrices ou le plan de gestion des ressources humaines de l'établissement, qui doit être visé par l'autorité chargée de la Fonction publique et **par l'administration des finances**. Pour le Dr Merabet, les retards dans le paiement des salaires incombent certes aux établissements qui ne font pas leur travail correctement ou à temps, mais aussi à la bureaucratie qui continue à sévir au niveau des autres secteurs impliqués dans la démarche. Il y a aussi, poursuit-il, l'insuffisance des crédits alloués aux établissements qui ne permettent pas d'assurer toutes les dépenses, ce qui explique le cumul des retards de salaires, des primes d'avancement dans les échelons, des primes de garde.



APPROVISIONNEMENT DE L'ITALIE EN GAZ : LES ASSURANCES D'ALGER

Si une partie de l'accord entre Sonatrach et Eni porte sur l'augmentation des volumes de gaz, une seconde partie est liée à un partenariat visant à tirer le meilleur parti des contrats de production d'hydrocarbures en cours, mais aussi d'étendre la coopération à des projets communs dans le domaine de l'énergie renouvelable. La visite effectuée, hier, par le Premier ministre italien, Mario Draghi, en Algérie consolide les liens politiques et économiques entre les deux pays, notamment dans le domaine énergétique, à la faveur de la signature d'un important accord gazier qui fait désormais de notre pays le premier fournisseur de l'Italie.

L'accord qui porte sur un volume d'environ 10 milliards de mètres cubes est le fruit d'intenses contacts diplomatiques et économiques, amorcés dès le mois de novembre 2021 entre les deux pays et nettement accélérés dans le sillage de la crise ukrainienne. Le Premier ministre, qui était accompagné des ministres italiens des Affaires étrangères et de la Transition énergétique et du président du groupe ENI, a rencontré, hier, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour passer en revue le renforcement des relations politiques et économiques et sceller notamment la partie institutionnelle de l'accord gazier, en prélude à la signature de l'accord technique entre les deux groupes énergétiques, ENI et Sonatrach.

L'Algérie fournira désormais à son partenaire italien des quantités supplémentaires de gaz pouvant totaliser plus de 30 milliards de mètres cubes à travers le gazoduc Transmed.

Sonatrach, qui fournissait jusqu'à présent environ 20 milliards de mètres cubes, soit 27% des besoins italiens, replace notre pays en tête des pays fournisseurs de gaz à l'Italie et du sud de l'Europe de manière générale. Les quantités supplémentaires dûment portées sur les contrats, signés hier entre les deux compagnies énergétiques, devraient être acheminées assez rapidement.

Les premiers envois devraient être effectués dès les prochaines semaines, ce qui permettra à l'Italie de reconstituer ses stocks d'hiver. L'acheminement rapide est permis par la capacité inutilisée du pipeline Transmed, aussi appelé Enrico Mattei, reliant l'Algérie à l'Italie via la Tunisie, avec une capacité de 32 milliards de mètres cubes de gaz/ an. Pour le gouvernement italien, il s'agit d'un contrat important pour l'Italie, qui cherche à trouver diverses sources d'approvisionnement en gaz suite au conflit ukrainien. Le pays importe, selon les données officielles, environ 95% du gaz qu'il consomme, dont de 40% proviennent de Russie. Si une partie de l'accord entre Sonatrach et ENI porte sur l'augmentation des volumes de gaz, une seconde partie est liée à un partenariat visant à tirer le meilleur parti des contrats de production d'hydrocarbures en cours, mais aussi d'étendre la coopération à des projets communs dans le domaine de l'énergie renouvelable. Le PDG d'ENI a fait part, récemment, de son «très vif intérêt à continuer à investir en Algérie, qui constitue un partenaire confiant et crédible, notamment dans l'amont pétrolier et les énergies renouvelables».

Premier client de l'Algérie, d'où elle assure le tiers de ses approvisionnements gaziers, l'Italie, dont le président, Sergio Mattarella, était en visite à Alger début novembre dernier, ne cesse d'exprimer, selon l'APS, la volonté de renforcer la coopération bilatérale, en réitérant sa confiance quant à la fiabilité de l'Algérie en tant que partenaire. «Les relations algéroitaliennes sont solides, anciennes et stratégiques, et nous travaillons afin de les renforcer et de les consolider davantage», déclarait le président Mattarella à l'issue d'un entretien avec le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, tenu lors de sa visite à Alger.«Un tiers du gaz utilisé par l'Italie vient d'Algérie, plus de 200 entreprises italiennes y ont réalisé des travaux d'infrastructures, nous sommes présents dans le secteur agroalimentaire. C'est une relation complète à 360 degrés», a commenté, selon l'APS, l'ambassadeur d'Italie à Alger, Giovanni Pugliese, pour qui, la visite du président Mattarella en Algérie a été «un grand succès et a eu une grande visibilité». Selon l'ambassadeur d'Algérie à Rome, Abdelkrim Touahria, cité par la presse italienne, «l'Italie pourra compter sur des approvisionnements supplémentaires en gaz algérien au même prix, atteignant et, peut-être, dépassant 30 milliards de mètres cubes dans les mois à venir».

Lors d'une réunion de préparation tenue à Rome par les délégations algérienne et italienne, le ministre des Affaires étrangères, Luigi Di Maio, avait expliqué que «l'Italie souhaite un accord stratégique avec l'Algérie, pour intensifier le dialogue politique et renforcer davantage la coopération économique et énergétique, travailler ensemble pour la stabilité de la Méditerranée».

Le voyage de Draghi en Algérie a été précédé, en novembre dernier, de la visite du chef de l'Etat italien, Sergio Mattarella, et le ministre des Affaires étrangères, Luigi Di Maio, accompagnés du PDG du groupe énergétique ENI, Claudio Descalzi. Il y a quelques jours, le

Premier ministre italien a eu une conversation téléphonique avec le président Tebboune avant une visite d'une forte délégation du groupe énergétique italien ENI à Alger, menée par le PDG de la compagnie italienne.

En 2020, le volume global des échanges commerciaux entre l'Algérie et l'Italie a atteint près de 6 milliards de dollars, dont 3,5 milliards d'exportations algériennes vers l'Italie (notamment des hydrocarbures) et 2,42 milliards d'importations de ce pays (des équipements surtout). L'Italie a constitué, durant le premier trimestre 2021, la première destination des exportations algériennes de gaz, avec un volume total de 6,4 milliards de mètres cubes, soit une progression de 109% par rapport à 2020. Le secteur des hydrocarbures occupe une place importante dans la relation économique algéro-italienne, grâce notamment au partenariat entre le groupe Sonatrach et le groupe énergétique italien ENI, présent depuis 1981 en Algérie. Le contrat de vente de gaz entre les deux pays a été renouvelé en mai 2019 pour l'approvisionnement du marché italien pour une durée de huit années fermes jusqu'en 2027, en plus de deux années optionnelles supplémentaires.

Le 20 mars dernier, Sonatrach et ENI ont annoncé une importante découverte de pétrole brut dans le périmètre de recherche Zemlet El Arbi, dans le bassin de Berkine, après avoir réalisé avec succès le forage du premier puits d'exploration dans ce périmètre. Fin 2021, les deux partenaires avaient signé, à Alger, un contrat dans les hydrocarbures, portant sur un investissement de 1,4 milliard de dollars, une production de 45 000 barils/ jour, et un accord stratégique dans les énergies renouvelables. Les deux parties travaillent actuellement sur une douzaine de projets aussi bien dans l'exploration que dans la production des hydrocarbures



START-UP : LANCEMENT DE L'ALGERIA START-UP CHALLENGE

La quatrième édition du programme Algeria Start-up Challenge (ASC) vient d'être lancée, ont annoncé hier les organisateurs de cet événement dédié aux start-up, à l'innovation et aux technologies. Cette quatrième édition sera placée sous le parrainage du ministère chargé de l'Économie de la connaissance et des Start-up, du ministère de l'Industrie, du ministère de la Pêche et des Productions halieutiques, ainsi que du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, a précisé, dans un communiqué, l'incubateur Leancubator, organisateur de la compétition. Cette nouvelle édition sera organisée sous forme de challenges spécialisés comprenant notamment Foodtech Start-up Challenge, dédié aux startups et aux innovations Agrotech, Agritech et Aquatech, ayant pour thème l'innovation au service de la sécurité alimentaire.

Il est prévu un autre challenge intitulé Fintech Startup Challenge, dédié aux start-up et aux innovations Fintech, Insurtech et Legaltech ayant pour thème "L'innovation au service du secteur financier", qui sera organisé en partenariat avec la Commission d'organisation de la surveillance des opérations boursières (Cosob), en collaboration avec les acteurs du

secteur financier, banques, assurances et légal. Le troisième challenge Healthtech Start-up Challenge, organisé en partenariat avec les acteurs du secteur de la santé et des industries pharmaceutique et nutraceutique, sera dédié aux start-up et aux innovations Biotech Pharma, Medtech et compléments alimentaires ayant pour thème “L’innovation au service de la santé et du bien-être”.

L’appel à innovation pour cette 4e édition sera lancé “très bientôt” sur le site officiel du programme, ainsi que sur la plateforme Open Innovation Soolvit à l’intention des start-up et des porteurs de projets innovants, a fait savoir l’organisateur. L’ASC sera clôturé par un événement annuel final où les acteurs de l’écosystème se rencontrent afin de débattre des sujets d’actualité et de découvrir les dernières nouveautés et les meilleures innovations portées par les start-up participantes et les entreprises partenaires, qui seront honorés lors de la cérémonie, a souligné le communiqué. Le programme ASC, qui œuvre depuis 2018, en compagnie d’entreprises et d’institutions engagées dans l’accompagnement d’une nouvelle génération d’innovateurs et start-up dans des secteurs d’avenir, avait organisé plus de 16 challenges et accompagné plus de 4 000 start-up et porteurs de projet.

Ce programme a remporté plusieurs prix en 2021, dont celui de meilleur programme de développement des compétences et de soutien à l’innovation pour 2021-22 au niveau de la Méditerranée occidentale lors du WestMED Initiative Awards à Rome et le Prix du contributeur actif aux objectifs Journée mondiale de l’alimentation (JMA) 2021 par le FAO Algérie.



VISITE DE MARIO DRAGHI À ALGER : Rome à la recherche d’une position privilégiée

L’embellie diplomatique dans les relations algéro-italiennes se confirme avec la visite du Premier ministre italien. La visite de Mario Draghi, arrivé hier à Alger, intervient dans un contexte de crise russo-ukrainien et de sanctions draconiennes contre Moscou. Outre la hausse des prix du gaz et du pétrole à laquelle est confrontée l’Europe depuis le début du conflit, le risque d’une rupture de l’énergie de la Russie, premier fournisseur de l’Europe avec 35% du pétrole, 30% du charbon et 33% du gaz, est grandement perturbateur.

Cela laisse supposer que l’approvisionnement en gaz, à travers le gazoduc Transmed qui relie l’Algérie à l’Italie à travers la Tunisie, sera sans nul doute à l’ordre du jour de la rencontre de Draghi avec les responsables algériens. «Pour l’Italie, l’Algérie est devenue un pays stratégique : un tiers du gaz utilisé par l’Italie vient d’ici. Plus de 200 entreprises italiennes ont réalisé des travaux d’infrastructures. Nous sommes présents dans le secteur agroalimentaire. C’est une relation complète à 360 degrés», a déclaré récemment l’ambassadeur italien à Alger. «Les liens entre l’Algérie et l’Italie sont très profonds, comme en témoigne la visite du président Sergio Mattarella, en novembre dernier», a ajouté Giovanni Pugliese. L’Italie a réitéré sa confiance quant à la fiabilité de l’Algérie comme partenaire

économique et qui ne cesse d'exprimer sa volonté de renforcer la coopération bilatérale avec le premier partenaire commercial de l'Italie en Afrique. Rome souhaite, par ailleurs, qu'une place de choix soit réservée aux entreprises italiennes dans le cadre des réformes économiques lancées par l'Algérie. Les convergences de vues sur les questions économiques, régionales et internationales viennent consolider la coopération historique qui lie les deux pays.

RÔLE PIVOT

Le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, avait, luimême, affirmé qu'entre Alger et Rome, il y a «une histoire commune qui s'est développée pendant la guerre de Libération grâce à Enrico Mattei». «C'est une relation organique qui ne se limite pas à un secteur précis», a-t-il déclaré.

Tout compte fait, le voyage de Draghi à Alger demeure une décision géostratégique savamment mesurée dans un contexte géopolitique très tendu. Elle marque également «l'importance que donne Rome à son voisin du Sud, d'autant plus qu'Alger entend bien jouer son rôle pivot dans le continent et dans le Bassin méditerranéen», explique Abdelkader Soufi, docteur et chercheur dans les questions stratégiques et sécuritaires à l'Université d'Alger. Et ce, grâce, souligne-t-il, «à la bonne position de la diplomatie algérienne mise en avant par le président de la République depuis son investiture». Pour lui, «l'Algérie aspire à être une puissance émergente qui a sa place dans le nouvel ordre mondial, après notamment les changements géopolitiques et géostratégiques dans les relations internationales». Selon lui, «la crise ukrainienne a accéléré la redistribution des forces à travers le monde qui traverse une période transitoire, passant d'un monde unipolaire à un monde multipolaire.

On assiste ainsi à l'émergence de la Russie et de la Chine». La visite du Premier ministre italien intervient dans un contexte, renchérit-il, «de géo-énergie très perturbé, alors que la sécurité énergétique européenne demeure un point fondamental pour l'Italie et les autres pays». Il fait ainsi remarquer que «l'importance de qui va combler le déficit que pourrait générer la Russie est au centre de tous les débats». Et de poursuivre : «La question qui se pose et s'impose est celle de savoir si l'Algérie est en mesure de jouer ce rôle et peut-elle, par ailleurs, céder à la pression exercée sur elle par certains pays occidentaux pour tenter de faire relancer le gazoduc Medgaz.» Pour le politologue, «ce ballet diplomatique traduit les enjeux futurs de ce dossier et l'importance de voir l'Algérie jouer un rôle par rapport à des stratégies négociées». Et de conclure : «Alger tient à ses principes dans un cadre unilatéral ou bilatéral, notamment en termes de partenariats signés en matière d'énergie, mais aussi dans un cadre multilatéral puisqu'elle fait partie de l'organisation Opep+.».

FINANCES : Fadli s'entretient avec la présidente du CMFI du FMI

Le gouverneur de la Banque d'Algérie (BA), Rosthom Fadli, a tenu une réunion par visioconférence avec la présidente du Comité monétaire et financier international (CMFI) du FMI, Nadia Calvino, a indiqué, hier, un communiqué de la BA. Cette réunion entre dans le cadre de la préparation de la plénière du CMFI prévue le 21 avril prochain à Washington. La réunion s'inscrit également dans l'ordre d'une série d'entrevues que Mme Calvino, également ministre espagnole des Affaires économiques et de la Transformation digitale, a entamées avec les membres du Comité afin de se présenter et partager les points de vues sur «la conjoncture économique mondiale et les récents développements géopolitiques et leurs répercussions sur le plan macroéconomique, notamment sur la stabilité financière et les prix des produits de base», a-t-on ajouté dans le même texte.

Fadli s'est entretenu avec Calvino en sa qualité de représentant de la circonscription comptant l'Afghanistan, l'Algérie, le Ghana, l'Irak, la Libye, le Maroc, le Pakistan et la Tunisie au sein du CMFI du FMI.

Algérie 360°

Classement les monnaies africaines : le dinar algérien « out »

D'aucuns savent que, depuis plusieurs mois, le dinar algérien se porte de plus en plus mal. à cause de la conjoncture économique de pays, sa valeur par rapport aux devises étrangères ne cesse de dégringoler. Mais est-ce que vous vous êtes déjà demandé quels pays africains possèdent les monnaies les plus fortes ? Et à quel rang se situe le dinar parmi les monnaies les 54 pays de continent ?



خبير سعودي: الجزائر مقبلة على فائض كبير في ميزانيتها

توقع الخبير السعودي في مجال الطاقة نايف الدندني أن تسجل الجزائر فائضا كبيرا في ميزانيتها للعام 2022. بعد ارتفاع أسعار النفط. وقال الدندني في تغريدة على تويتر: "الجزائر مقبلة على فائض كبير في الميزانية"، مرجعا ذلك إلى اعتماد الميزانية على "حساب متوسط سعر النفط عند 45 دولارا للبرميل".

RETRAITES, PRÉ-EMPLOI, LAIT SUBVENTIONNÉ

Les mesures d'urgence de Tebboune

Bonne nouvelle pour les retraités et les travailleurs dans le cadre du pré-emploi. Les premiers bénéficieront d'une revalorisation de leur pension alors que les seconds bénéficieront d'une insertion définitive, notamment ceux du secteur de l'éducation. Des décisions annoncées en Conseil des ministres au cours duquel il a également été décidé l'augmentation de la marge bénéficiaire des distributeurs et des fabricants du lait subventionné qui connaît une tension rarement égalée. La réforme de la Fonction publique se confirme, quant à elle.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Plusieurs mesures ont été prises à l'issue du dernier Conseil des ministres. Elles concernent la revalorisation des pensions de retraite au titre des années 2021 et 2022 avec une augmentation de l'ordre de 10% pour les pensions inférieures ou équivalentes à 15 000 DA, de 5% pour celles comprises entre 15 000 DA et 20 000 DA, de 3% pour celles entre 20 000 DA et 43 000 DA et enfin une hausse de 2% pour les pensions de plus de 43 000 DA.

Titularisation pour les pré-emplois

Bonne nouvelle également pour les travailleurs dans le cadre du pré-emploi. Tout aussi bonne nouvelle pour les bénéficiaires de contrat de pré-emploi pour lequel le président de la République a demandé l'élaboration d'un fichier définitif recensant les bénéficiaires de ce type de contrat en prévision de leur insertion définitive dans leurs postes. Ceux du secteur de l'éducation seront tous titularisés. Ceux

ayant bénéficié de l'allocation chômage devront rapidement recevoir leur carte Chifa.

Toujours au sujet du monde du travail, le président de la République a salué les amendements contenus dans le projet de loi relative aux relations de travail, notamment en ce qui concerne l'octroi d'un congé sans solde d'une durée d'une année, renouvelable de six mois, pour tout salarié désirant créer une entreprise.

Le gouvernement a reçu des instructions en vue de préparer un projet de loi relatif à l'action syndicale « plus étoffé » en associant les syndicats tout en veillant à ce que le texte garantisse « une représentation effective des syndicats, loin des conflits politiques qui ont vidé l'action syndicale de sa véritable essence ».

La réforme de la Fonction publique, quant à elle, se confirme avec la préparation en vue des statuts particuliers sectoriels afin d'éviter « les contraintes rencontrées dans la gestion des secteurs, régis par la loi relative à

la Fonction publique ». Le secteur de l'éducation a également été au menu du Conseil des ministres au cours duquel Abdelmadjid Tebboune a chargé le gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour développer l'Office national de la publication scolaire (ONPS) et de s'orienter immédiatement vers la promotion de l'impression en braille en créant une imprimerie nationale depuis l'Office national de la publication scolaire (ONPS) afin de poser les bases de l'impression des livres en braille dans les domaines de la religion, les sciences, les mathématiques, la physique et la littérature et adopter le principe de la gratuité des livres en braille dans toutes les spécialités.

La marge bénéficiaire des producteurs et distributeurs de lait à la hausse

L'économie n'a pas été en reste. Pour encourager la production céréalière, il a été décidé d'augmenter les prix d'achat des légumineuses suivant les propositions du gouvernement, à savoir 3 000 DA pour les haricots et les lentilles et 2 000 DA pour les pois chiches.

L'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAI) bénéficiera de l'exclusivité en matière d'importation des céréales alors que le rendement par hectare de blé est appelé à atteindre pas moins de 40 quintaux grâce à l'intensification des



Photo : DFI

recherches scientifiques et agronomiques et au recours aux dernières technologies d'irrigation agricole.

Pour améliorer la distribution du lait en sachet qui connaît une réelle perturbation, désormais l'État prendra en charge l'augmentation de la marge bénéficiaire d'un dinar le litre de lait pour les usines et 2 dinars pour les distributeurs.

Comme c'est de tradition, un exposé sur l'état d'avancement des investissements a fait ressortir la levée des obstacles sur 834 projets d'investissement supplémentaires sur 915 projets recensés, soit 21 projets par rapport à la situation précédente, avec 8 85% de projets toujours en suspens. 574 projets d'investissement sont entrés en exploitation, soit 20 nouveaux projets qui s'ajoutent aux 554, permettant la création de 869 nouveaux

emplois, portant ainsi le nombre total d'emplois créés à 33 171 emplois. Ce nombre devrait atteindre 50 993 emplois avec l'entrée en exploitation de tous les projets ayant bénéficié d'une levée des obstacles.

Enfin, au sujet du projet de production de phosphate intégré, il a été mis l'accent sur la nécessité d'accorder une grande importance au suivi « strict » d'un des projets « phares et décisifs » pour le secteur minier pouvant contribuer à la diversification de l'économie nationale et à la création d'une nouvelle richesse.

Mêmes directives données pour l'aménagement et la réalisation de la ligne ferroviaire Tébessa-Port d'Annaba pour le lancement et la concrétisation effective du projet avec le partenaire chinois.

N. I.

TAUX DE CHANGE **Le dinar enchaîne les records à la baisse**

Face aux principales devises, notamment le dollar américain et l'euro, la monnaie nationale ne fait tout simplement pas le poids. La dégringolade du dinar algérien se confirme de plus en plus chaque jour sur les deux marchés parallèle et officiel et se répercute directement sur le pouvoir d'achat du citoyen. Pour hier, lundi 11 avril 2022, un seul euro s'échangeait au square Port-Saïd contre 212 dinars algériens à la vente et contre 214 dinars algériens à l'achat.

La valeur de la monnaie étasunienne reste stable ces derniers jours. Un seul dollar américain s'échangeait contre 196 dinars algériens à la vente et contre 193 dinars algériens à l'achat. Le dollar canadien s'échangeait quant à lui contre 147 dinars algériens à l'achat et contre 150 dinars algériens à la vente.

La livre sterling pour la journée du lundi 11 avril 2022, n'enregistrait pas de changement. Un seul pound était cédé par les cambistes contre 255 dinars algériens à la vente et contre 252 dinars algériens à l'achat.

A la Banque d'Algérie, le dinar algérien reste également en souffrance devant les principales devises. Pour ce lundi 11 avril 2022, l'unique monnaie européenne baissait un peu, un euro est cédé au niveau des guichets de la Banque d'Algérie contre 155.77 dinars algériens à l'achat et contre 155.80 dinars algériens à la vente. Le dollar américain s'échange contre 143.30 dinars algériens à l'achat et contre 143.32 dinars algériens à la vente. Le dollar canadien quant à lui s'échange contre 113.78 dinars algériens à l'achat et contre 113.73 dinars algériens à la vente.

Enfin, la livre sterling reste très chère. Un seul pound s'échange à la Banque d'Algérie contre 186.74 dinars algériens à l'achat et contre 186.81 dinars algériens à la vente.

R. N.

NOUVELLE GRILLE DES SALAIRES DE LA FONCTION PUBLIQUE

L'incompréhension s'installe

ENTRE la lecture des syndicats et la version officielle des pouvoirs publics, c'est la polémique qui s'installe dans le secteur de la Fonction publique en général et celui de l'éducation en particulier.

■ BOUALEM CHOUALI

Pour les syndicats, l'augmentation nette des salaires ne dépasse pas les 6 000 DA contrairement à ce qu'avance l'expert Noureddine Boudierba, qui l'estime à 13 610 DA pour les catégories supérieures. Le décret présidentiel N° 22-138 du 28 Chaâbane 1443, correspondant au 31 mars 2022, modifiant le décret présidentiel N° 07-304 du 17 Ramadhan 1428, correspondant au 29 septembre 2007, institue désormais la nouvelle grille des salaires des fonctionnaires. La lecture des syndicats et les explications des experts des pouvoirs publics ont déclenché un tollé général au sein des fonctionnaires. Ce qui est clair, en première lecture, c'est que cette augmentation des salaires ne concerne que les employés de la Fonction publique, c'est-à-dire qu'elle ne touchera pas les travailleurs du secteur économique, privé ou public ni les retraités, d'une part, et elle n'a pas consisté en la revalorisation du point indiciaire, qui demeure donc toujours à 45 DA d'autre part mais c'est le nombre de points indiciaires, octroyés à chaque poste qui a été augmenté. Pour les syndicats, ceux de l'éducation notamment, l'incidence financière est en deçà des attentes et des promesses faites par les différents représentants des pouvoirs publics. Une augmentation qui est loin de répondre à la chute du pouvoir d'achat des ménages, puisque ces derniers estiment que l'augmentation varie entre 2 900 DA et 6 000 DA, ce qui est réfuté par les pouvoirs publics qui estiment que cette augmentation est plus importante que ne pensent les syndicats. Qui a tort et qui a rai-



L'incidence financière est en deçà des attentes et des promesses

son ? En l'absence de communication objective, c'est la libre interprétation des chiffres. Chacun y va de sa lecture, sa compréhension et sa conviction. Et la polémique a désormais enflé au premier jour de la reprise des cours, dans le milieu scolaire. Aujourd'hui, plus que jamais, des fiches de paie à blanc sont plus que recommandées pour couper court aux spéculations tous azimuts. En cette période de polémique et de débats plus ou moins stériles nous avons demandé l'avis des experts en la matière. Pour Noureddine Boudierba, militant syndicaliste, expert des questions sociales et du monde du travail, qui a accordé un entretien à un journal électronique, « cette augmentation n'a pas touché uniquement l'indice minimal, mais elle a touché horizontalement, tous les indices d'échelons ; à chaque fois que le salaire du fonctionnaire passe à l'échelon supérieur, il engrange d'autres points indiciaires qui serviront au calcul de son salaire de base », a-t-il déclaré, avant

d'expliquer : « Le nombre d'échelons supplémentaires qui a été octroyé à chaque poste de travail varie de 50 points pour l'indice minimal à 248 points pour la plus haute catégorie, à l'échelon 12 ». Pour cet expert, qui a travaillé sur la nouvelle grille des salaires, le gain sur le salaire de base brut varie de 2 250 DA à 11 160 DA correspondant à l'indice d'échelon 12, le fonctionnaire à l'échelon 6 aura, quant à lui, un gain de 4 680 DA, et ce : « quelle que soit la catégorie », précise-t-il. En prenant donc en compte les primes et les indemnités, le gain en salaire net variera de 2 720 DA pour le plus bas salaire (l'indice minimal) à 13 610 DA pour un haut salaire classé dans une catégorie supérieure. Il estime par ailleurs, « qu'une augmentation du Smmg et de tous les salaires (du secteur économique public et privé, pensions de retraite) est indispensable, voire une urgence nationale pour rattraper la chute du pouvoir d'achat qui touche toutes les couches de la société ». B.C.

ZAHIR BETTACHE, SPÉCIALISTE EN DROIT DU TRAVAIL :
**«LA FONCTION PUBLIQUE DOIT ACCOMPAGNER
LES RÉFORMES ÉCONOMIQUES»**

La préparation des statuts particuliers sectoriels dans les domaines régis par la fonction publique a été parmi les instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, aux membres du gouvernement lors de la réunion du Conseil des ministres.

Cette orientation intervient à point nommé pour mettre en place les bases d'une gestion rationnelle de la Fonction publique pour en faire un segment pouvant accompagner efficacement la dynamique des réformes économiques en cours. C'est ce que préconise le spécialiste en droit du travail, Zahir Bettache, qui met en relief, dans une déclaration à *El Moudjahid*, le concours indispensable de la Fonction publique pour le succès de la dynamique des réformes économiques.

«La fonction publique doit accompagner les réformes économiques. C'est une condition sine qua non pour le succès du projet de renouveau» a-t-il

en effet soutenu. Il définit le processus à suivre en la matière, précisant que celui-ci doit inclure impérativement un investissement de qualité dans la formation des agents publics dans le but de faire valoir la qualité du service fourni aux différentes catégories de la société. Autre question à prendre en charge dans le cadre du même processus, celle relative à la capacité d'absorption des effectifs relevant de la fonction publique.

Il existe une pléthore de travailleurs dans la fonction publique qui devient ainsi un domaine budgétivore.

A ce titre, notre interlocuteur estime qu'il «existe une pléthore de travailleurs dans la fonction publique qui devient ainsi un domaine budgétivore». «S'il y a une réforme à entamer très vite dans ce domaine, c'est celle là», a-t-il en effet in-

sisté. Cette option ne signifie nullement l'abandon des travailleurs à leur sort et n'est synonyme d'aucune atteinte à leurs droits socioprofessionnels, a tenu à expliquer le spécialiste Zahir Bettache. «La compression d'effectif est un dispositif palliatif d'essence sociale qui rend un grand service à l'Etat», a-t-il dit, ajoutant que ce dispositif qui comprend des mécanismes optimisés en termes de départ à la retraite et de redéploiement des effectifs est très prisé dans beaucoup de pays.

Quant à la question des statuts sectoriels des secteurs régis par la loi relative à la fonction publique, le véritable enjeu ne réside pas, selon notre interlocuteur, dans le statut lui-même, mais plutôt dans la rémunération des employés de la fonction publique qu'il y a lieu de prendre en charge par des mesures modernes et plus appropriées.

Karim Aoudia



تطبيق هذا الإجراء على الاقتصاد الوطني، وبلغت في هذا السياق إلى خسارة الخزينة العمومية سنويا 19 مليار دولار في الدعم لا يستفيد منه المواطن، بل المصدرين لهذه المواد المدعمة والمقنن سعرها في السوق الوطنية.

ومن أجل حماية الاقتصاد وبسط الاستقرار في هذا المجال الحساس المتفرع إلى قطاعات عديدة، يوجب بحسب -نبيل جمعة- منع متعا باتا تصدير وتهريب المواد المدعمة والإستراتيجية من أجل حماية الاستقرار في البلاد بصفة عامة.

المعجنات، البيض والبطاطا. ويشير المتحدث في اتصال هاتفي مع «الشعب»، إلى أن هذه السلوكيات جعلت من هذه المواد المدعمة والمقنن سعرها، مفقودة في السوق الجزائري وارتفع سعرها بشكل رهيب وارتقاع نسبة التضخم وتبعهما انهيار القدرة الشرائية للمواطن، في وقت تسعى الدولة إلى تحسينها بدعم مواد غذائية واسعة الاستهلاك وتحسين الأجور.

ولأن تحسين القدرة الشرائية يعد رهان السلطات العليا في البلاد، يبرز الخبير المالي والنقدي، محاسن

يعود الخبير في المالية نبيل جمعة، إلى الحديث عن خلفيات اتخاذ رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، قرار منع تصدير مواد غذائية إلى الخارج، مثل الزيت، السكر ومواد أخرى أساسية بالنسبة للمستهلك الجزائري.

علي. ع.

يرى جمعة أن اتخاذ هذا القرار منطقي جدا، بعد أن أحدث البعض من المصدرين فوضى في السوق، لأنهم -يضيف محدثنا- يصدرون المواد المدعمة كالزيت، السكر، الفريضة،

عضو لجنة الشؤون الاقتصادية، حمسي السعيد: حظر للحد من استنزاف العملة الصعبة

احتياجات المصانع الأخرى في البلاد، فالمصنع يحتاج فقط إلى تطوير قدراته وطاقة إنتاجه، وعندها لن يكون هناك أي مبرر لاستيراد المادة الخام، ولن نحتاج لشحنة واحدة من المواد التي تدخل في إنتاج الزيت.

وأكد المسؤول ذاته، أننا سنحد من استنزاف العملة الصعبة، لما يكون المنتج محليا، بإنشاء مصانع فعالية في الجزائر، تنتج عنها أسعار معقولة ونفطي حاجياتنا عن طريق المنتج المحلي، وترك الاستيراد للأمور التي لا تنتج محليا على غرار الأدوية، مضيفا: «لابد من تقوية المنتج المحلي وتشجيع تصديره للخارج على غرار ما كانت تتجه بعض المؤسسات الوطنية خلال عقود ماضية، مثل مؤسسة ديستريش للجلود التي كانت تصدر منتجاتها لدول أوروبية».

وأبرز النائب البرلماني، أن زيوت «نفطال» تعتبر من أحسن الزيوت في العالم، متسائلا لماذا نستورده بالعملة الصعبة؟ ليؤكد أن هذا هو مقصود الرئيس، وهو حماية العملة الصعبة ولا نضر مؤسساتنا ومنتوجنا الوطني

«وعن قرار منع التصدير في هذا الوقت بالذات، أكد المتحدث أن الأمر يعود للأوضاع الدولية الراهنة والحرب المندلعة شرق أوروبا من جهة، واستشراف الأوضاع المستقبلية التي قد تسوء، من جهة أخرى، وربما قد تبرز أزمة عالمية اقتصادية، وخير دليل على ذلك ما عرفه العالم خلال الحرب على العراق، حيث شهدنا تبعات في أكثر من محطة لأوضاع أمنية إقليمية دولية وتأثيرها على اقتصادات الدول.

وعن المواد التي ينبغي تشجيعها للتصدير، فهي بالنسبة إليه، تتمثل في المواد البترولية ومشتقاتها مثل الزيوت والزفت وغيرها، إلى جانب الزنك والفسفات، حيث يمكن الاستفادة الخزينة العمومية من 30 بالمائة كمدخيل للعملة الصعبة من مادة الفوسفات وحدها، إضافة إلى الجلود، الحديد والاسمنت.

أكد عضو لجنة الشؤون الاقتصادية والتشجيعية والصناعة والتجارة والتخطيط، بالمجلس الشعبي الوطني حمسي السعيد، أن قرار الجزائر بمنع تصدير كل ما تستورده الجزائر من منتجات استهلاكية كالسكر والعجائن والزيت والسميد وكل مشتقات القمح قرار حكيم، جاء من أجل الحفاظ على العملة الصعبة، والحد من استنزافها، لأن المواد المحظورة حاليا تصنع من مواد خام مستوردة من الخارج والتي تشهد أسعارها ارتفاعا كبيرا في السوق العالمية.

هيام لعيون

قال حمسي السعيد في تصريح للشعب، إن القرار جاء لقطع الطريق على استغلال أموال الدعم للمتعاملين الاقتصاديين في تحقيق عائدات على حساب الخزينة العمومية، مبرزا أن وجود منتج محلي يلبي رغبات المستهلكين، من شأنه الحفاظ على العملة الصعبة، ولا داعي لاستنزافها، وهذا حتى لا ينافس المنتج المستورد المنتج المحلي، في وقت يساهم القطاع الفلاحي بقيمة إنتاج تعادل 25 مليار دولار أمريكي سنويا، وهو رقم مهم جدا ويحافظ على احتياطي الصرف، وعلى القدرة الشرائية والاستقرار العام للبلاد، وفق تعبيره.

كما ذكر المتحدث أسباب أخرى لحظر تلك المواد، تتعلق بتشجيع المنتج المحلي، وتشجيع القدرات المحلية للاستثمار وبناء مؤسسات قوية، تتجه نحو تصدير منتجاتها. وقال عضو لجنة التحقيق التي أقرها البرلمان سابقا، للوقوف حول الأسباب الحقيقية حول ندرة بعض المواد الغذائية في السوق، خلال شهر نوفمبر الماضي، إن الزيارة التي قادتهم إلى مصنع إنتاج الزيت بالمحمدية بولاية معسكر جعلتنا نقف على إنتاج المادة الأولية لزيت المائدة، واكتشفنا أننا نتجه محليا بعدما كنا نستورده، مشيرا إلى أن المصنع قد يصل إلى طاقة إنتاج نفطي

فرحة وسط ملايين الجزائريين



جاءت قرارات رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، خلال اجتماع مجلس الوزراء، بالزيادة في منح ومعاشات المتقاعدين، لتنتقل الفرحة إلى هذه الشريحة الواسعة من الجزائريين، خاصة في شهر الرحمة والتوبة والفران، وقد استقبلوا هذه الزيادة بكثير من الارتياح والتقدير.

شريحة أخرى، تقدر بالآلاف أو الملايين، ممثلة في موظفي ومستخدمي عقود ما قبل التشغيل، استقبلت قرار الرئيس، بالقبضة والسرور، بعد سنوات من تأجيل هذا الملف، حيث أمر رئيس الجمهورية بإدماج كل مستخدمي ما قبل التشغيل في قطاع التربية قبل نهاية شهر ماي القادم.

كما أمر الرئيس تبون في نفس السياق، بإعداد بطاقيّة وطنية تحصى أصحاب عقود ما قبل التشغيل تحضيراً لإدماجهم نهائياً، مستعجلاً أيضاً توزيع بطاقيات "الشفاء" على الشباب المستفيدين من منحة البطالة.

رفع أسعار شراء الحبوب وهوامش ربح الحليب يحقق الوفرة.. بولنوار: إشراك البنوك في تمويل والتحفيز على تربية الأبقار

• ضرورة اتخاذ إجراءات لزيادة إنتاج الحليب

والتقليل من فاتورة استيرادها والتي تصل إلى 3,5 مليار دولار سنويا. واعتبر بولنوار بخصوص القرار الخاص بالحليب المدعم، أن رفع هوامش الربح لأصحاب المصانع بـ1 دينار لپتر و2 دينار للتر بالنسبة للموزعين أمر سيساهم في زيادة الوفرة والقضاء على تذبذب توزيعه من خلال تشجيع المتعاملين بضمان هوامش ربح معقولة.

ودعا بولنوار السلطات إلى تكثيف ودعم الإنتاج الوطني لهذه المادة الأساسية من خلال اتخاذ إجراءات تحفيزية بإشراك البنوك في تمويل عمليات الاستثمار، وتشجيع الفلاحين والراغبين في اقتحام هذا المجال على تربية الأبقار والماعز الحلوب، وكذا الاستثمار في إنتاج الأعلاف بكميات كافية لمنع ارتفاع أسعارها في السوق، وكذا التقليل من فاتورة استيرادها وتضادي الندرة التي يعاني منها مربي المواشي حاليا بسبب غلاء الأعلاف، ومحدودية الكمية التي يبيعها الديوان الوطني لمربي المواشي شهريا.

وأكد عديد المربين أن هذه الحصة المدعمة من العلف غير كافية لتغذية مواشيهم طيلة شهر كامل، الأمر الذي يجعلهم يقتنون كميات إضافية غير مدعمة من عند الخواص بأسعار مرتفعة جعلت العديد منهم يتخلى عن نشاطه.

تجدر الإشارة إلى أن الطلب الوطني على مادة الحليب يصل إلى 5 مليار لتر سنويا، وهي كميات تعتمد على استيراد بوردرة الحليب التي تقدر فاتورتها بـ1,2 مليار دولار سنويا.

اعتبرت الجمعية الوطنية للمتجار والمستثمرين والحرفيين، أن قرار رفع أسعار شراء الحبوب الجافة وتكفل الدولة بزيادة هامش ربح مصانع الحليب والموزعين اللذين أعلن عنهما رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، أول أمس، سيساهمان في زيادة نسبة الانتاج، ووفرة العرض على هاته المواد الغذائية المنسية، خاصة "مادة الحليب المدعم" التي تعرف نقصا كبيرا.

زولا سومر
واقترحت الجمعية اتخاذ تدابير إضافية لتشجيع الإنتاج الوطني للحليب من خلال تحفيز الاستثمار في مجال تربية الأبقار والماعز الحلوب وكذا الأعلاف للاستجابة للطلب الوطني المتزايد، ومواجهة الندرة، لتخفيف فاتورة الاستيراد بوردرة الحليب التي تقدر بـ1 مليار و200 مليون دولار سنويا. ورحب الحاج الطاهر بولنوار، رئيس الجمعية في اتصال مع "المساء" بالقرارات التي أعلن عنها مجلس الوزراء أول أمس، خاصة تلك المتعلقة برفع أسعار شراء الحبوب الجافة تشجيعا للفلاحين، وتكفل الدولة بزيادة هامش ربح مصانع الحليب والموزعين. وذكر بولنوار، أن القرارين "إيجابيان" كونهما سيساهمان في ضمان وفرة هذه المواد التي تعرف في بعض الأحيان ندرة وخاصة مادة الحليب، كما سيساهم في استقرار أسعارها بوفرة العرض استجابة للطلب. وأشار إلى أن قرار رفع أسعار شراء الحبوب الجافة سيشجع الفلاحين على زيادة إنتاجهم



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

 dc@mf.gov.dz

 Poste: 2784

www.mf.gov.dz



[@MFinance_dz](https://twitter.com/MFinance_dz)



[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger